

Intervention de Daniel Goldberg, président de l'Uniopss

Une France solidaire pour une France forte

Cette rentrée est indéniablement celle des transitions. Transitions démocratique, géopolitique, économique, démographique, numérique et environnementale. De ce fait, le moment que nous vivons est bien différent des précédentes rentrées. Et la manière dont l'appréhende l'Uniopss est de ce fait différente, notamment dans la tonalité de notre action.

Nous entrons ainsi dans un monde nouveau où l'adaptation au changement climatique et l'action pour le juguler doivent changer de dimension. Les canicules, incendies et les autres événements climatiques subis nous ramènent à notre condition humaine, individuelle et collective, ainsi qu'aux vulnérabilités qui l'accompagnent tout au long de la vie. Les plus de 8 100 décès qui y sont liés interrogent sur notre capacité à tous de vivre dans un climat profondément modifié.

La société numérique pose de nombreux défis, avec tout autant de progrès que de risques, des conséquences pour de multiples métiers, l'addiction encouragée des plus jeunes, la pression de dirigeants de cette industrie qui usent de leur puissance démesurée pour mettre en cause nos valeurs démocratiques.

Les évolutions démographiques, en particulier en Europe, avec un vieillissement de la population, mais aussi l'accompagnement à renforcer du jeune enfant, amènent à devoir couvrir de nouveaux besoins, à réfléchir à la soutenabilité de notre modèle de protection sociale, tout en prenant en compte les aspirations des jeunes générations à ne pas devoir porter un poids excessif de l'accompagnement dû aux plus anciens.

Les crises internationales et la voracité de certains États qui remettent en cause les mécanismes de solidarité existant depuis 80 ans changent profondément nos modèles de développement économique.

En France, une croissance en berne, voire une quasi-récession au premier semestre 2026, une reprise de l'inflation qui concerne essentiellement, pour l'heure, les prix de l'énergie, mais sans doute bientôt aussi l'alimentation de par les sécheresses que nous avons connues, ont pour conséquence un recul du pouvoir d'achat des Français, un déficit public qui restera proche de 5 % et une charge de la dette étouffante. Ainsi, **c'est toute l'économie française qui est questionnée dans son modèle.**

Enfin, l'instabilité politique et le sentiment d'affaiblissement de l'État conduisent à ce que **les citoyens ne supportent plus une forme d'impuissance publique à traiter des sujets majeurs qui se posent.**

Avec l'élection présidentielle et les élections législatives qui sans doute suivront, **nous entrons, dès cette fin 2026, dans un nouveau cycle politique.** Plus que des engagements sur une succession de mesures en fait peu engageantes dans la durée, ces échéances doivent permettre de **dégager une vision pour la société française des années 2030 et même au-delà.**

D'ailleurs, les Français expriment fortement des sentiments d'incertitude, d'inquiétude, de fatigue et de colère. Ils demandent des changements. Ils exigent, avec raison, que des solutions effectives et efficaces soient énoncées et mises en œuvre, solutions qui ne peuvent qu'être co-construites, notamment avec les acteurs de terrain.

C'est aussi ce que l'Uniopss appelle de ses vœux dans la conduite des politiques publiques dans les cinq années à venir : fixer un cap, s'en donner les moyens, amener chaque citoyenne et citoyen à le partager, leur permettre d'y contribuer et assurer au plus grand nombre d'en profiter. C'est le besoin d'une France qui se renforce sur ses fondamentaux.

Lors de notre congrès, j'avais évoqué le fait que « *l'Uniopss avait épuisé notre dose de patience et de retenue habituelles* », **j'assume donc aussi un changement de ton** que nous devons avoir, notamment vis-à-vis des autorités publiques. Il est essentiel que le plus grand nombre de nos concitoyens retrouvent une confiance dans l'action publique.

Cela passe par des obligations de résultats, quantifiables et évaluables, et surtout vécus par tous, dans tous les territoires.

Par ailleurs, tous les sujets de ces transitions nous ramènent à un choix liminaire : celui de penser des solutions collectives, au service de tous et atteignables par chacun, plutôt que d'espérer des sauvetages individuels.

Ainsi, les risques environnementaux ne dégénéreront pas en affrontement si les solutions sont pensées pour tous ; l'accaparement de nos vies par des géants du numérique demande des protections collectives ; le vieillissement de la population n'est pas un problème en soi, et plutôt un progrès, s'il est accompagné et ne se transforme pas en affrontement entre générations ; les évolutions économiques demandent encore plus d'équité dans la répartition de l'effort demandé ; la prise de décision utile dans les politiques publiques amène à ce qu'il y ait enfin des lieux de décision qui mêlent État, collectivités territoriales, acteurs de terrain et personnes concernées.

C'était d'ailleurs au cœur des débats de notre congrès en avril avec le thème « *Place des individus, pouvoir du collectif, donnons de la force à notre société* ». C'est la France solidaire qui met l'individu, ses droits et ses aspirations au centre d'un projet collectif.

Ce n'est pas une solidarité verticale, vers les plus en difficulté : c'est une solidarité horizontale, de chacun avec tous. C'est aussi ce que j'exprimais en avril en parlant d'un solidarisme augmenté à mettre en œuvre au 21^e siècle.

Dans ce moment, l'Uniopss prendra pour cela toute sa part dans le débat public qui s'annonce, bien à sa place : de manière non partisane, sans être neutre.

Nous réaffirmerons nos valeurs de primauté de la personne et de ses droits fondamentaux, partout, pour toutes et tous.

Et avec notre singularité : la prise en compte des vulnérabilités de l'existence, la nécessité de l'accompagnement dû à chacun, tout au long de sa vie sont une condition sine qua non de la solidité du pays : **c'est cela une France solidaire pour une France forte.**

Et, quel que soit le nouvel équilibre politique à venir, il existe une certitude : on ne peut plus gouverner comme avant et, là aussi, une transition est nécessairement à mettre en œuvre sur la manière de conduire le pays.

La démocratie, c'est avant tout la libre expression des citoyens lors de scrutins électoraux. Mais elle ne peut pas ou ne peut plus être réduite à cela dans les temps présents, avec la défiance installée. C'est pour cela que les autres lieux au cœur de la démocratie sont tout autant essentiels pour penser l'action de proximité et le temps long.

Ainsi, **affaiblir financièrement ou juridiquement les associations, c'est fissurer les fondements de la République.** C'est aussi pour cela que nous condamnons l'usage détourné du contrat d'engagement républicain ou des injonctions à une neutralité contraire à ce pourquoi nous existons.

Et c'est pour cela que le modèle économique fragilisé des acteurs non lucratifs des solidarités et de la santé est un problème pour tout le pays.

En effet, dans la période, les associations des solidarités et de la santé ne sont pas un problème : elles font partie de la solution.

À contrario, leur abaissement durable, voire leur disparition au profit d'acteurs lucratifs, bouleverserait profondément notre pacte social.

De ce fait, **nous ne pouvons pas attendre encore un an qu'une nouvelle équipe soit à la tête du pays pour qu'une prise de conscience ait lieu** sur sa situation, sur la grande fragilisation des associations qui mettent en œuvre les politiques publiques.

Baisses des subventions, gels des budgets, coûts supplémentaires non pris en compte par les financeurs (environ 600 M€ en année pleine rien que pour l'assujettissement à la taxe d'apprentissage et la régression générale dégressive unique - RGDU), cette situation appelle à un sursaut.

C'est le sens de la **lettre adressée à Sébastien Lecornu en juin sur l'accroissement des dépenses contraintes subies par les acteurs associatifs.** Cette démarche vise à faire prendre conscience des réalités qui mettent en danger nos structures. Elle doit permettre aux décideurs publics et aux acteurs de terrain d'engager enfin des discussions utiles, à partir d'un état des lieux partagé, plutôt que de voir sans cesse des jeux de renvoi de responsabilités.

Malgré l'absence de réponse directe, j'ai compris que le Premier ministre pourrait charger l'IGAS d'une mission flash à ce sujet, avec un retour avant la fin de l'année civile. Je m'en félicite car, au-delà même des constats, cela permettrait de concevoir des solutions pour y répondre. Bien entendu, nous y contribuerons.

Ce changement de ton pousse aussi à prendre toutes les initiatives pour rassembler les énergies.

Au-delà des rendez-vous habituels, l'Uniopss est partie prenante de plusieurs moments forts :

- **Avec l'UDES et la CFDT Santé sociaux**, le 5 juin, nous avons rendu publiques deux études montrant la réalité de notre poids économique et de nos faiblesses : 2 points de PIB (49 Mds €), 1,3 million de salariés non délocalisables, 10 % des ESMS autonomie qui ont une trésorerie inférieure à 6 jours d'exploitation, un sous-financement des activités contraignant à de faibles rémunérations... Toujours dans le cadre de cette alliance inédite, nous nous retournons vers les groupes parlementaires et les équipes de candidats à l'élection présidentielle pour leur proposer, avant le débat budgétaire, de les auditionner,

de manière publique, afin de connaître leurs solutions par rapport aux constats que nous avons posés ;

- Avec le **Pacte du pouvoir du vivre**, nous aurons l'occasion de nous exprimer début novembre pour allier « fin du mois et fin du monde » ;
- Autour de la Mutualité française, et avec près de 50 organisations partenaires, nous allons conclure un an de travail des **États généraux de la santé et de la protection sociale**, fin novembre.

Plus largement, le rôle de l'Uniopss, qui célébrera ses 80 ans d'existence en 2027, est d'impulser un rassemblement des acteurs non lucratifs des solidarités et de la santé, de manière intersectorielle, et de faire agir ensemble celles et ceux qui partagent l'essentiel, en sortant des oppositions stériles. **Nous prenons ainsi l'initiative de matérialiser cette volonté de rassemblement et d'action commune afin que tous ceux qui le souhaitent puissent se mobiliser et se retrouver sur l'essentiel, cela avant la fin du mois d'octobre.**

Ce changement de ton nous engage aussi à proposer une feuille de route 2027-2032 pour un quinquennat réussi.

L'un des caractères remarquables des transitions en cours est leur interdépendance. Il en est de même pour toutes les politiques publiques des solidarités et de la santé. Or, nous savons quels sont les grands enjeux qui doivent être traités dans le prochain quinquennat pour que notre société avance sur certains sujets cruciaux.

C'est pourquoi nous nous projetons dans 228 jours !

Nous avons ainsi choisi de nous adresser dès aujourd'hui à la future présidence de la République, par une lettre datée du lendemain de son élection, le 3 mai 2027, pour indiquer d'ores et déjà une feuille de route utile des sujets à traiter.

Notre parti pris est de considérer les points de passage obligés pour lesquels reculer serait une forme de refus d'obstacle dommageable à tous.

C'est le sens de ce manifeste d'*une France solidaire pour une France forte !* qui s'articule autour de six thématiques intersectorielles : la place des associations des solidarités comme pilier de la cohésion nationale ; l'indispensable reconnaissance du travail social et des métiers de l'humain ; la garantie pour toutes et tous de l'effectivité des droits ; la refondation du financement de notre système de protection sociale ; la nécessité de faire de la prévention le moteur de notre modèle d'accompagnement ; et l'adaptation de nos modes de vie au changement climatique.